

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS (MARCLOPT)

15 boulevard du chateau
BP 25
42210 Montrond-Les-Bains

Références : UID4243-MEA-025-0012
Code AIOT : 0010500093

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2024 dans l'établissement CARRIERES THOMAS (MARCLOPT) implanté Tassin 42210 Marclopt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS (MARCLOPT)
- Tassin 42210 Marclopt
- Code AIOT : 0010500093
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le contrôle a porté sur la situation de l'établissement au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 janvier 2012, en particulier en ce qui concerne les conditions d'exploitation, de réaménagement et les risques chroniques liés à l'eau et au bruit dans le cadre du PPC 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 10.4	Demande d'action corrective	2 mois
8	Qualité des déchets inertes admis	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.5	Sans objet
2	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7	Sans objet
3	Conditions de Remise en état	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 8	Sans objet
4	Bruits et vibrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 14	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 10.1, 10.2	Sans objet
7	Remblais	Arrêté Préfectoral du 10/01/2012, article 8.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation sur le site de Marclopt a pris un retard important par rapport au phasage prévisionnel. Les conditions d'exploitation et de réaménagement sont néanmoins conformes à l'AP du 10/01/2012, et la remise en état de la partie nord de l'exploitation est terminée.

Au vu du gisement restant à exploiter le pétitionnaire envisage de déposer une demande de prolongation seule avant la fin de l'autorisation en 2027.

Seuls 2 piézomètres sont en état de fonctionnement sur le site depuis plusieurs campagnes d'analyses, ce qui ne permet pas de déterminer l'influence de l'exploitation sur les différents paramètres mesurés. Certains de ces paramètres présentent par ailleurs des valeurs élevées sans être alarmantes pour autant. L'exploitant doit remplacer **sous 2 mois** le piézomètre défaillant, surveiller en particulier l'évolution des paramètres cités et apporter des justifications si les valeurs ne diminuent pas. Des axes d'amélioration sont proposés sur les rapports d'analyse des eaux.

L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des remblais et il doit fournir **sous 2 mois** des éléments explicitant cette procédure et permettant de garantir le caractère inerte des futurs matériaux remblayés. Le site est très bien tenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7.5
Thème(s) : Autre, Phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande. L'exploitation progressera d'est en ouest (cf. plan général de l'exploitation en annexe).
Constats : L'exploitation est bien effectuée selon la méthode décrite dans le dossier de demande, et d'est en ouest. L'exploitant possède un retard de phasage important (entre 8 et 10 ans d'après les plans associés au dossier). L'exploitant a indiqué préparer un dossier de prolongation, sans extension, de cette gravière pour lui permettre d'exploiter le gisement prévu. Le dépôt de ce dossier permettra de définir un nouveau phasage plus proche de la réalité de l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposer un nouveau phasage prévisionnel adapté à la situation actuelle de l'exploitation à l'occasion du futur dépôt du dossier de prolongation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 7
Thème(s) : Autre, Respect des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : 7.1 - Décapage des terrains : Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. [...] Les travaux de décapage et de destruction des haies et bosquets ne devront avoir lieu qu'en période hivernale (d'octobre à mi-février). 7.3 - Épaisseur d'extraction : L'extraction sera limitée en profondeur à la cote du substratum qui ne sera en aucun cas affecté par les travaux. 7,7 - Registres-et plans : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. [...] Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,• les bords de la fouille,• Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Sur ce plan sera inscrite la surface restant à exploiter.

Constats :

L'inspection a pu constater que l'exploitation se faisait bien selon les conditions fixées dans l'AP ; le décapage est réduit au strict nécessaire en fonction de l'avancement de l'exploitation, et les terres végétales sont stockées séparément ; le substratum n'est pas affecté par l'exploitation.

Le plan d'exploitation en date du 03/01/2024 a été transmis lors de l'inspection ; les différents points de la prescription sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 8

Thème(s) : Autre, Phasage remise en état

Prescription contrôlée :

Le réaménagement paysager vise :

- la restitution de 47% de la surface autorisée aux activités agricoles (80655 m²) à l'est,
- la création d'un plan d'eau à l'ouest d'une superficie de 6 ha, avec des berges en pente douce plantées de végétaux typiques des milieux humides.

En outre, l'exploitant est tenu de réaliser progressivement de nouvelles plantations comme il suit (cf. plan des mesures paysagères en annexe):

- création de haies à l'ouest, au sud-ouest et au centre d'un linéaire global de 740 mètres (en compensation de la destruction de 80 mètres linéaires de haies dans le cadre du projet)
- plantation d'une forte proportion d'espèces arbustives telles que Prunellier, Aubépine, Eglantier...
- création d'un bosquet au nord-ouest du site sur une superficie de 7150 m² (en compensation de la destruction d'une superficie de bosquet de 9115 m² dans le cadre du projet).

Cette remise en état s'effectuera au fur et à mesure de la progression de l'exploitation.[...] la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis dans la demande.

Constats :

Du fait du retard important de phasage, une partie du réaménagement a également pris du retard. Lors de la visite, il a été observé que la haie au niveau de la bordure Est du périmètre avait été conservée et suffisamment fournie.

De plus les 740 mètres linéaires de haies à planter sur la partie sud et sud-ouest du permis ont bien été plantés à l'exception d'une haie à l'intérieur de la zone d'exploitation qui ne peut être encore réalisée du fait du retard d'exploitation.

Le bosquet prévu a également été planté avec les essences demandées. À la demande de l'inspection, l'exploitant a pu présenter la facture d'achat des arbustes de ce bosquet datant du 19/12/2013 ainsi que le plan d'implantation des arbustes.

Au nord de l'exploitation le plan d'eau a bien été créé selon les conditions prescrites dans l'arrêté d'autorisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposer un nouveau phasage prévisionnel de réaménagement adapté à la situation actuelle de l'exploitation, associé au nouveau phasage d'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bruits et vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits et vibrations

Prescription contrôlée :

Les émissions sonores ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par destiers, que Les fenêtres soient ouvertes où fermées, et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour,jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de copropriété de l'exploitation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Les contrôles seront renouvelés régulièrement (au moins une campagne trisannuelle) ainsi qu'en cas de plaintes du voisinage.

Constats :

Les derniers rapports de mesures acoustique ont bien été transmis à l'inspection ; le dernier date du 10/04/2024, les mesures ont été faites par le bureau d'étude ORFEA. Les valeurs de bruit ambiant sont largement inférieures aux limites réglementaires.

Les valeurs d'émergences sont fortes aux points 1 et 3 en limite de site (5,0 et 5,5 dB(A)), en raison du passage des camions à proximité de ces points, mais elles sont largement moindres au niveau des ZER.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 10.1, 10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : I - Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le gros entretien des engins est effectué hors du périmètre autorisé de la carrière dans des conditions prévenant tout écoulement accidentel. II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu. Les prélèvements dans le plan d'eau sont limités à assurer l'appoint d'eau du circuit de lavage.
Constats : Le ravitaillement des engins se fait à partir d'une cuve double peau sur un pick-up, les dépôts de carburants sont situés sur le site de Montrond-les-Bains, il n'y a pas de stockage sur site. Un bac amovible est déployé lors de chaque ravitaillement sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2012, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la nappe
Prescription contrôlée : Les piézomètres mis en place feront l'objet de tournées synchrones périodiques pour déterminer l'éventuelle évolution de l'ensemble du système aquifère. Les relevés piézométriques seront réalisés à minima tous les trimestres. On relèvera simultanément le niveau de l'eau dans le plan d'eau (ou les plans d'eau). Une synthèse des résultats de ces contrôles sera établie et tenue à disposition de l'inspection des installations classées et du maire de la commune. Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées et devra faire l'objet de mesures correctives. Ces résultats devront être commentés lors de la réunion de suivi prévue à l'article 7.8 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant transmet chaque année les rapports d'analyses sur les piézomètres. Il a pu présenter lors de l'inspection le dernier rapport en date du 26/07/2024.

Les relevés piézométriques sont présentés tous les 6 mois dans le rapport transmis, et non trimestriellement comme prescrit dans l'arrêté d'autorisation, cependant l'exploitant réalise les mesures trimestriellement en interne. L'exploitant présente bien l'évolution du niveau d'eau sur une quinzaine d'année pour l'ensemble des piézomètres ; le niveau de l'eau est globalement stable.

Au niveau des analyses effectuées sur les piézomètres, seul le PZ1 et le PZ2 ont pu être prélevés ; des valeurs « élevées » sont observées sur plusieurs paramètres :

- les MES sont de l'ordre des centaines de mg/L (100 mg/L pour le PZ1, en augmentation et 180 mg/L pour PZ2 en diminution) ; les analyses de 2023 posent également question, avec des valeurs fluctuantes et élevées (150 mg/L en mars 2023 pour le PZ1, 440 mg/L en octobre pour le PZ2)
- le niveau d'oxygène dissous est élevé, et en augmentation sur PZ1 (4 à 7,45 mg/L), il reste élevé pour PZ2
- la conductivité reste haute sur les 2 piézomètres
- les sulfates sont en augmentation sur PZ2 (130 à 290 mg/L)

Les conclusions du rapport d'analyse sont insuffisantes au vu de l'évolution de certains paramètres. Aucune analyse n'a pu être réalisée sur le PZ3 lors des 4 dernières campagnes, à cause de problèmes techniques et d'un niveau d'eau insuffisant. La notion d'amont et d'aval n'est pas évoquée dans le rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit proposer sous 2 mois une alternative au PZ3 qui ne permet pas d'effectuer de mesures, et par conséquent ne permet pas au réseau piézométrique de déterminer les impacts éventuels de l'activité de la carrière.

Les prochains rapports d'analyse des eaux de la nappe devront être améliorés par un rappel du sens d'écoulement de la nappe permettant de définir la notion d'amont et d'aval avec une analyse de l'impact ou l'absence d'impact de l'exploitation sur les différents paramètres mesurés ; un graphique présentant l'évolution des paramètres étudiés dans le temps pour chaque piézomètre (similaire à ce qui est fait pour la hauteur d'eau) permettrait également de clarifier la lecture de ces rapports.

Une fois le réseau piézométrique rétabli des justifications seront demandées sur les paramètres pré-cités si les valeurs restent « hautes » ou augmentent encore ; l'exploitant devra alors s'appuyer notamment sur les notions d'amont et aval pour caractériser l'influence de l'exploitation sur ces paramètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2012, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'admission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Déchets admissibles et définitions :</p> <p>Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l'annexe I, issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières. Il est notamment interdit de recevoir sur le site des déchets d'amiante, des déchets de plâtre et des déchets contenant des matières bitumineuses liés à des matériaux inertes ou des déchets inertes provenant du process d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrière ou de l'industrie du bâtiment, ainsi que des matériaux provenant de sites contaminés reconnus. [...]</p> <p>Contrôles d'admission :</p> <p>Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission et la subordonne aux résultats de la procédure d'acceptation préalable susvisée. Le déversement direct de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant. Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents même en faibles quantités, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m³. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages, métaux...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées. En cas d'acceptation des déchets, un bon de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. Le bordereau de suivi dont un modèle type est joint en annexe III peut utilement être utilisé à cet effet. En cas de refus, celui-ci est noté sur le registre en indiquant les caractéristiques du ou des lot(s) refusé(s)(expéditeur, origine, nature et volume des déchets...).</p> <p>Registre d'admission :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ; • l'origine et la nature des déchets ; • la référence du document préalable ; • le moyen de transport utilisé et son immatriculation ; • la masse des déchets ; • la référence permettant de localiser la Zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ; • le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Constats :

Le remblayage se fait à partir d'apports extérieurs inertes. Ils sont déposés sur une plateforme où une vérification visuelle est faite par un employé avant de pousser les remblais.

L'exploitant a récemment modifié sa procédure d'acceptation des déchets inertes : jusqu'au 1er septembre 2024 les apports extérieurs se faisaient directement sur site, mais depuis cette date l'ensemble des matériaux extérieurs sont réceptionnés sur le site de Montrond-les-Bains avant d'être redistribués sur les différentes carrières de Carrières Thomas des communes proches.

Lors de la visite les matériaux observés étaient bien des inertes ; il n'y a pas de benne de récupération des refus sur site. L'exploitant a pu présenter un registre d'admission des déchets jusqu'au 1er septembre 2024 lors de l'inspection. Les inertes proviennent de divers chantiers BTP et d'aménagement des alentours du site (Veauche, Montbrison...).

Un extrait de ce registre a été demandé suite à cette inspection, sur l'ensemble du mois de juillet 2024. Il y est indiqué le N° de bon, la date et l'heure de la pesée, la nature des déchets, leur quantité, l'identité du Détenteur, la commune d'origine du chantier avec le N° de DAP lorsqu'il existe (dans la majorité des cas) et l'immatriculation du véhicule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Qualité des déchets inertes admis

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification du caractère non dangereux des déchets admis

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Constats :

Comme pour les autres gravières inspectées, les remblais se font depuis le 1^{er} septembre à partir de matériaux la plateforme de concassage et de transit de Carrières Thomas à Montrond-les-Bains,

sur laquelle les inertes extérieurs sont accueillis et regroupés avant d'être assignés aux différentes carrières. L'origine des matériaux reste inchangée (chantiers BTP et aménagements alentours), mais leur traçabilité est perdue du fait du regroupement des matériaux à Montrond.

L'exploitant affirme mettre en œuvre depuis le 1^{er} septembre 2024 une procédure de contrôle des déchets avant mise en tas, sur le site de regroupement de Montrond-les-Bains, lui permettant de garantir le caractère inerte de ces matériaux lors du remblaiement sur les différentes gravières. Cette procédure n'était pas rédigée lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliciter par écrit la modification de sa gestion des remblais extérieurs pour l'ensemble des carrières concernées.

L'exploitant transmettra sous 2 mois la nouvelle procédure de contrôle des déchets avant mise en remblai lui permettant de recueillir les informations suffisantes pour s'assurer de leur caractère inerte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois